

Introduction

Problématiques des lusophonies et *lusotopies* asiatiques

Ce dossier présente les travaux des Troisièmes Journées d'études internationales de la revue *Lusotopie*, tenues à Goa (Inde), du 23 au 26 février 1999, sur le thème « Lusophonies asiatiques, Asiatiques en lusophonies », en partenariat avec le département d'Études politiques et de Sociologie de l'Université de Goa.

Terrain de recherche prometteur, l'étude des rapports entre l'Asie et les mondes lusophones et celui des créolités luso-asiatiques – ou considérées comme telles –, reste en réalité à défricher. En effet, selon une idée répandue, les communautés luso-asiatiques seraient en voie de disparition : même si l'actuelle situation à Timor Loro Sae semble montrer le contraire, le domaine de recherche a subi les conséquences des idées préconçues. Il a fait l'objet de peu de rencontres scientifiques – le colloque organisé par l'Institut oriental de l'université Nouvelle de Lisbonne en mai 1994 reste un des rares exemples. Ou alors, il est resté marqué par une historiographie coloniale répétant inlassablement les grandeurs du passé sans étudier sérieusement le présent – à de rares exceptions près ; et sans aucun doute, il a souffert des effets d'une grande hétérogénéité d'approches disciplinaires et méthodologiques.

Cette situation de fait nous a mené à dégager un espace de réflexion en consacrant ces troisièmes rencontres à l'étude des rapports entre l'Asie et les aires lusophones. Le titre retenu, « Lusophonies asiatiques, Asiatiques en Lusophonie », disons-le d'emblée, n'était pas parfait – sa première partie surtout, est contestable : *y a-t-il* de véritables lusophonies en Asie ? Une réponse positive à cette question implique premièrement que l'on inclue dans le concept de lusophonie les divers créoles qui, historiquement liés à la langue portugaise, n'en sont néanmoins plus de simples « formes » et sont des langues à part entière ; et deuxièmement, qu'il soit bien clair que la lusophonie, alors, est circonscrite à ces communautés, et non point à la

superficie des anciens territoires, comme ont tendance à le faire trop de cartes de la lusophonie publiés au Portugal.

« Méthodologiquement contestable », ce titre obéissait toutefois à une double ambition : dresser le profil actuel des pays et des territoires dits « d'héritage » portugais en Asie, et faire connaître leur situation en termes d'interactions, de problématiques identitaires et culturelles. L'analyse devait être conçue en examinant le lien, revendiqué ou conflictuel, avec l'héritage lusitanien. Les migrations et les diasporas tenaient naturellement leur place au cœur de ce projet.

Mais justement, alors que le deuxième grand aspect est le moins contestable (*il y a* des Asiatiques résidents dans les pays lusophones), on constate que l'on en sait trop peu : il existe quelques études sur les Japonais et Coréens du Brésil – des Asiatiques qui n'étaient pas lusophones avant d'arriver dans ce pays –, mais quasiment pas sur les Macanais et Macaïstes dans ce même pays – ces Asiatiques, chinois ou sino-créoles, venus de Macao et donc censés être lusophones avant même d'émigrer dans un autre pays lusophone. Dans le même ordre d'idées, la diaspora goanaise, elle aussi en principe d'origine lusophone, déployée sur tous les continents et notamment dans les pays anglo-saxons (Grande-Bretagne, Amérique du Nord) ou de langue officielle anglaise (Afrique orientale, Hongkong...), est relativement bien étudiée, mais plutôt moins quand elle est au Portugal ou au Mozambique – sans doute en raison de sa forte intégration. L'enjeu politique a fait se multiplier les rapports et études sur les jeunes Timorais au Portugal, mais on manque encore d'études sur les Timorais en Australie, en Hollande et en Indonésie.

Trois axes ont conduit notre réflexion. Le premier était de faire le point sur les territoires asiatiques sous l'angle de questions d'actualité : analyser le processus de formation de ces territoires ; étudier et comparer les courants politiques existants ; sonder les rapports avec les États dont ces territoires font partie. Il convenait de faire la mise au point des problèmes linguistiques, des formes urbaines ou religieuses, afin d'en souligner le rôle éventuel comme marqueur identitaire. Démarche qui devrait permettre de mieux cerner les créolités luso-asiatiques, dans leurs dynamiques et leurs configurations sociales.

Le second axe d'exploration portait sur les mondes lusophones comme espaces d'immigration et de circulation asiatiques. En montrant le rôle des hommes, nous nous attendions aussi à mettre en évidence les liens complexes tissés entre les différentes communautés asiatiques dans les aires lusophones. Enfin, nous souhaitions situer dans une perspective historique des problèmes de nature politique.

Dans un troisième axe, nous nous proposons d'étudier les politiques des pays asiatiques vis-à-vis des pays lusophones, autrement dit, d'analyser les relations et les enjeux internationaux entre Asie et lusophonie.

Les réalités du terrain – déroulement des Journées à Goa, participation de collègues de plusieurs nationalités asiatiques – dont une bonne partie d'Indiens de Goa – ont sensiblement modifié les objectifs énoncés initialement dans l'appel à contributions. En revanche, d'autres problématiques sont apparues, contribuant à élargir le débat, à repenser des approches méthodologiques, à suggérer de nouvelles voies de recherche.

On pourra juger les lacunes du présent dossier à la lumière des lignes précédentes : en témoignant de contradictions et de déséquilibres, et aussi d'un certain manque de réflexion comparatiste en sciences politiques, elles nous montrent l'ampleur des tâches qui nous attendent. Malgré nos efforts conjugués, nous n'avons pas eu, par exemple, de contributions sur les enjeux politiques à Macao (à l'approche de la rétrocession !). Nous nous attendions également à des interventions plus nombreuses sur la vie politique de Goa¹, à une réflexion systématique et approfondie sur la nature de ses liens avec la culture lusophone. À l'heure des commémorations controversées de l'anniversaire de l'arrivée de Vasco de Gama en Inde, le choix d'un partenariat goanais avec *Lusotopie* n'était pas fortuit. Certes, il visait à initier une collaboration fructueuse, à confronter des démarches scientifiques, mais il avait également pour but d'étudier de façon rigoureuse des territoires marqués par une histoire spécifique, en récusant l'instrumentalisation idéologique du passé colonial : l'histoire de l'expansion lusitanienne et de ses conséquences actuelles s'inscrit – quel qu'en soit le bilan – dans le patrimoine commun de l'humanité.

Goa, le paradigme introuvable ?

On le constatera dans ce dossier, la question de la spécificité de l'identité goanaise a été omniprésente au fil des communications, et la dénonciation de l'héritage colonial a souvent empiété sur le terrain de l'analyse politique contemporaine. On a reçu peu de réponses concernant les relations des partis de Goa avec leurs homologues du reste de l'Union ; le rôle des milieux sociaux catholiques dans la vie politique de cet État reste à examiner. Pourtant, à l'aune de l'idée de gouvernance, la vie politique de Goa, mais aussi celle de Macao, ne peuvent s'expliquer uniquement en termes de hiérarchies, de réseaux de pouvoir ou de circuits d'information. Elles ne sont possibles que si un minimum de confiance (plus ou moins tenu au fil des siècles) et d'entente (valable pour une partie seulement des populations), et donc d'*identification*, s'installe entre les partenaires.

À Goa, on a cependant toujours l'impression que, d'une certaine manière, la décolonisation n'est pas « digérée ». Il ne s'agit nullement, à des exceptions ultra-minoritaires près, d'un regret de la présence portugaise : mais alors, pourquoi certains tacent-ils toujours si fort la colonisation lusitanienne ? Quelle est la fonction de cette dénonciation ? On doit avancer des éléments de réponse sous deux angles distincts.

D'une part, le reste de l'Inde imposerait-il aux Goanais de « prouver » qu'ils sont vraiment indiens ? On a l'impression que l'héritage portugais, presque totalement absent dans la langue parlée mais restant très présent par mille et un autres biais, est en permanence suspecté de relent colonialiste, alors que l'héritage anglais, pourtant infiniment plus puissant, n'est, du fait même de sa banalité et de sa « normalité », plus remarqué ! L'Inde dite anglophone serait « indienne », pendant que l'État de Goa serait encore un peu « portugais »...

1. Voir dans ce volume, hors dossier, l'article de P.R. DESOUSA, « La vie politique dans l'État de Goa, 1987-1999 » : 31-45 ; ainsi que M.L. Bravo da Costa RODRIGUES, « The Status of Portuguese Language and Some Other Cultural Aspects in Goa » : 597-609, et Raghuraman S. TRICHUR, « Politics of Goan Historiography » : 637-644.

D'autre part, la dénonciation persistante d'une colonisation portugaise qui remonte maintenant à plus de quarante ans, en Inde et à Goa même, ne sert-elle pas aussi de paravent occultant des clivages politiques internes ? Il n'y aurait pas d'ennemi intérieur, seuls les ennemis extérieurs devraient être stigmatisés : par conséquent, les divisions dans le champ politique local ne seraient pas admissibles... Cette manière de voir semble encore être le credo de certains, dans la génération qui a connu 1961-62².

Cela tient évidemment au poids du contexte historique de la libération de Goa – une bataille diplomatique et une lutte de libération qui culminèrent en un conflit militaire entre l'Inde et le Portugal – mais impose, d'une certaine manière, un devoir permanent d'autojustification des Goanais, dont l'identité propre est sans cesse questionnée³. Mais le contexte de 1962 est insuffisant à tout expliquer.

En effet, si l'« angoisse identitaire » constatée à Goa n'est nullement synonyme de fragilité identitaire, si apparaît aujourd'hui une tendance inverse qui revendique haut l'héritage portugais (*cf. infra*), force est de constater que cette « angoisse » ne se retrouve guère ailleurs, même dans les cas tragiques : les Timorais revendiquent haut et fort leur lien au Portugal, tout comme les Kristangs de Malacca et autres « vrais Portugais » du fin fond du Bengale, pendant que les Macanais ne s'en préoccupent plus (s'ils l'ont jamais fait) – les Burghers du Sri Lanka présentant peut-être un cas intermédiaire. L'angoisse identitaire goanaise est due aussi au poids énorme, en proportion de la population de l'État de Goa, du phénomène historiquement enraciné de la diaspora, imposant une permanente quête identitaire. L'exil de nombreux Timorais, certes massif mais encore court (vingt-cinq ans) sur le long terme historique, ne peut lui être comparé.

Les vingt-et-une communications ici réunies permettent donc de porter plus particulièrement un regard sur deux questions, récurrentes et transversales, inhérentes à la problématique identitaire. La première est la question linguistique, liée au statut de la langue portugaise en Asie. La seconde concerne le rôle de l'héritage culturel, bien plus important que le caractère contraint de l'espace.

Une question clef, le statut social de la langue

La question de la langue portugaise dans les anciens territoires portugais d'Asie est d'une grande complexité et elle a souvent reposé sur une illusion savamment entretenue. Pour des raisons historiques, liées aux aléas de la conquête portugaise et à la multiplicité de ses formes de domination, lusophonie ne veut pas dire lusographie et réciproquement. Dans une situation contrastée – il subsiste aujourd'hui en Asie une douzaine (voire plus) de créoles à base lexicale portugaise – on relèvera quatre situations paradigmatiques.

2. Cela rappelle un peu l'attitude des dirigeants algériens, et des tiersmondistes relativement à la jeune Algérie indépendante : les difficultés venaient seulement de l'héritage colonial, il n'y avait pas de divisions internes...

3. Il serait intéressant, de ce point de vue, d'étudier comparativement l'identité pondichérienne : la rétrocession de Pondichéry et des autres comptoirs français ayant été réalisée pacifiquement, quelles en sont les conséquences sur l'identité d'aujourd'hui, et sur le regard actuel de l'Inde anglophone sur cette ville ?

Comment expliquer qu'à Goa et Macao, villes des « cinq siècles de colonisation », la langue portugaise soit inexistante, et les autres aspects de l'héritage portugais soient ou bien décriés (Goa), ou bien ignorés (Macao) ? Comment expliquer qu'à Malacca, secteur d'à peine soixante ans de colonisation portugaise, à l'inverse cette identité soit revendiquée même si le kristang luso-malais est en perte de vitesse ? Et comment expliquer qu'à Timor, la langue portugaise soit en forte croissance et même émergente dans certaines zones qui ne l'avaient jamais parlé ?

À Goa, État de 1 169 000 habitants, dont le taux d'alphabétisation était de 30,5 % en 1960 (24 % dans l'Union Indienne), le portugais, langue des élites *reinóis* et *luso-descendentes* métisses a été politiquement évincé en 1962. Il fut remplacé par l'anglais, talonné par deux langues nationales, le konkani, langue traditionnelle de Goa, et le marathi (parlé dans l'État voisin du Maharashtra par 60,7 millions de locuteurs). Aujourd'hui, seuls les membres des élites qui ont vécu sous la colonisation, sont aptes à parler le Portugais, ce qui, même pour cette toute petite minorité, ne signifie pas que ce soit la langue qu'ils parlent à la maison. Paramètre décisif du sentiment collectif, la langue témoigne, dans le cas précis de Goa, des difficultés à dépasser un certain « complexe colonial ». Mais s'il fut possible à l'Inde fédérale – après de légères hésitations initiales, quand même⁴ – d'évincer politiquement le portugais, *c'est bien parce que la base sociale de la langue portugaise était déjà infiniment réduite aux derniers temps de la domination coloniale*. La proportion de « lusophones » en 1960 tournait autour d'un seul pour cent, ce qui ne laisse pas d'étonner après « cinq siècles de colonisation ». Pour comprendre ce déclin précoce, il faudrait remonter à l'histoire des XVIII^e et XIX^e siècles, c'est-à-dire à la période du long déclin économique – l'« indépendance » du Mozambique, séparé en 1753 de Goa, n'en est-elle pas l'indice ? Les élites goanaises, les plus lusophones, ont connu un mouvement massif d'émigration, soit vers le Portugal et le Mozambique, soit, surtout, vers l'Inde anglaise, souvent dans l'administration coloniale, du fait qu'ils étaient les seuls à pouvoir manier les caractères latins ! On peut au moins émettre l'hypothèse que cette émigration a saigné sans discontinuer les milieux sociaux qui, à Goa, étaient les plus prédisposés à parler portugais. De là, ces élites ont réémigré, toujours dans l'administration coloniale, ou dans le commerce, aussi loin de la côte qu'en Ouganda, et bien sûr au Kenya, à Zanzibar et au Tanganyika. De là, elles sont reparties au Canada (notamment ceux d'Ouganda sous Idi Amin Dada), à Londres, etc. Plus récemment, le Golfe persique est une destination de choix. Cette dispersion n'a pas détruit le sentiment d'appartenance, qui est passé par d'autres biais que la langue. Mais inversement, il est donc impossible de comprendre la crise de la langue portugaise à Goa en la datant de 1962. C'est un processus historique de longue haleine, qui nous montre *que le portugais n'a pas été le biais social principal par lequel s'est maintenue l'identité goanaise*.

Macao, quartier latin de Zuhai ?

4. Certaines publications en langue portugaise persistent quelques années après 1962.

À Macao, le statut juridique de la langue portugaise lui a conféré jusqu'à la rétrocession de 1999 une visibilité inversement proportionnelle à sa légitimité dans la vie quotidienne. Une population réduite et une superficie minuscule (20 km²) ne permettent pas la comparaison avec l'État de Goa, pourtant de taille réduite à l'échelle de l'Inde.

Un an après la transmission de l'administration à la Chine, la manière dont la région administrative économique de Macao (RAEM) est gérée dévoile une certaine indéfinition. Celle-ci peut venir de l'inexpérience des nouveaux cadres intermédiaires, mais être dû aussi à la surveillance silencieuse dont ils se sentent l'objet. La fraction des Portugais qui ont décidé de rester constatent évidemment que la langue du pouvoir n'est plus celle de Camões ou de Jorge Amado, et se sentent marginalisés, même si cela n'est pas nécessairement une option politique délibérée des détenteurs du pouvoir. La question économique est essentielle, mais n'est pas nouvelle : quelle orientation spécifique, apte à fonder une identité, donner à une région administrative de 20 km². Les dernières années de l'administration portugaise ont montré les mêmes hésitations : la rénovation du patrimoine architectural fut certes voyante et positive, mais inapte à rendre possible le maintien d'une influence portugaise pour la suite des temps. Les quelques velléités portugaises, demandant que le territoire ait deux langues officielles, n'ont du reste pas duré longtemps lors des négociations, tant elles manquaient de réalisme⁵.

Un peu comme le Portugal qui, au moment de son entrée dans la communauté européenne (1986), avait cherché à s'inventer un rôle « africain », Lisbonne devant être la porte de l'Afrique (lusophone) en Europe, on a entendu que Macao serait la porte de la Chine sur la latinité. Mais, de même que les entreprises anglaises, françaises, italiennes, allemandes ou espagnoles n'eurent pas besoin du Portugal pour aller exploiter le pétrole angolais, de même, la Chine n'a nullement besoin de Macao pour ses liens avec la « latinité ». En tout cas, la ville du *Leal Senado*⁶ ne pourra pas utiliser cette fonction comme vecteur identitaire, tout au plus comme ressource touristique⁷.

Comme le note, non sans humour, Almeida Serra,

« ... il semble que si le Leal Senado est devenu une simple "Câmara municipal provisória"⁸, cette dernière à son tour court le risque de devenir une "Junta de freguesia definitiva"⁹... Une des raisons fondamentales est le fait que si, avec le Portugal, il y avait quelques raisons pour un statut international de Macao, avec la Chine les choses ne sont pas si claires, Pékin montrant des signes de ne pas voir de bons yeux un rayonnement international semblable à celui que Macao avait sous l'administration portugaise. Ce n'est nullement surprenant, mais contribue à la logique de la "Junta de freguesia" ou du "quartier latin" (de Zuhai ?) qui semble être en passe de s'installer... »¹⁰.

5. Ce paragraphe est largement inspiré d'une note interne du Centro de estudos africanos e do desenvolvimento, de l'Institut supérieur d'économie de Lisbonne, rédigée par A.M. de Almeida SERRA : *Macao*, CESA-ISEG, décembre 2000, 2 p. miméo.

6. *Leal Senado*, la séculaire assemblée législative locale.

7. Sur la multiplication des restaurants portugais à Macao, voir, L. AUGUSTIN-JEAN, « Cuisine et identité macanaise », *Lusotopie 1998* : 91-103.

8. *Câmara municipal provisória*, conseil municipal provisoire.

9. *Junta de freguesia definitiva*, comité de quartier définitif

10. M.A. de Almeida SERRA, *Macao*, *op. cit.* : 1.

Tout cela est vrai, sans aucun doute. Il n'empêche, si la langue portugaise avait pu être d'une quelconque utilité pour que la population de cette région-là, si petite soit-elle, préserve une identité ressentie particulière, le contexte politique aurait été différent. À ce que l'on sache, l'anglais n'est pas près de disparaître à Hongkong, et ce n'est pas uniquement pour des raisons économiques, ou alors parce que les raisons économiques ont eu des effets identitaires, y compris d'identité politique. Mais si Hongkong a, très tardivement, connu le pluralisme politique (sous son dernier gouverneur), du moins la presse libérale anglo-saxonne y a toujours pénétré. Ce ne fut pas le cas à Macao, qui sera passé d'un parti unique à un autre, avec à peine, très lointain et léger, un parfum d'œillet. Ainsi, la langue portugaise n'a pu être socialement utile à l'identité macanaise, qui, de toute façon, à l'exception de rares familles créoles, ne relève que d'une simple identité régionale, qui n'est ni ethnique, ni religieuse, ni communautaire.

Malacca : *Bumiquest* et tourisme

Mais comment comprendre, alors, que la communauté issue, via des métissages successifs, des quelques centaines d'hommes portugais laissés sur place par Alfonso d'Albuquerque en 1511 soit toujours vivante et parle *crístao/kristang*? Il est évident que des raisons sociales sont à la base de cette étrange longévité du très petit groupe de Melaka : la religion bien sûr et ses fêtes comme facteur socialement structurant, la profession traditionnelle préférentielle (pêche en mer) sans doute aussi.

À Goa, Gerard Fernandis, lui-même luso-malais, nous disait : « Maintenant, nous n'allons plus disparaître, car le gouvernement a compris que c'était bon pour le tourisme ». Il est vrai que le *Portuguese Settlement* à Ujong Pasir (Melaka) a explicitement pour but de fournir un lieu de « reconstruction identitaire » typique des phénomènes de retraditionnalisation instrumentale¹¹. Mais les reconstructions identitaires ne fonctionnent que si demeure un minimum de substrat social, et ce ne peut être uniquement pour des raisons touristiques que le gouvernement malaisien accepte de discuter du statut de *bumiquest*, le statut de minorité nationale (et chrétienne) officiellement reconnue, qui n'est pas sans risque politique dans un pays musulman.

Timor Loro Sae dans la zone escudo ?

En contrepartie, plusieurs interventions ont souligné l'importance de la langue portugaise à Timor oriental. Elle est *devenue*, en effet, dès 1975, un vecteur de résistance face à l'envahisseur indonésien, en un complexe identitaire indissociable de la religion, finalement comparable à ce qui s'est passé en Pologne, ou en Euskadi. La situation est d'autant plus intéressante que la langue, comme l'administration portugaise, n'a été réellement « implantée » dans l'île qu'au début du XX^e siècle. Après 1975, le pouvoir indonésien a réussi à évincer le Portugais qui a alors survécu dans la sphère

11. Voir notamment le site touristique officiel de Malacca, à la page « Portuguese-Eurasian » (<http://www.melaka.gov.my/tourism/culture/portugese.html>).

du privé et dans les milieux religieux. La situation qui prévaut désormais lui laisse indiscutablement une dernière chance dans cette partie du monde : loin d'être un relent affadi de colonialisme, le retour de la langue de Camões à Timor ressemble à une revanche culturelle. Il y a beaucoup plus de catholiques et beaucoup plus de lusophones aujourd'hui à Timor qu'en 1973 (dernière année coloniale complète) et 1975 (année de l'invasion).

Cependant, on aurait tort de sous-estimer les difficultés : si l'effort lusophone de l'Église catholique, qui ne faiblit pas, a été conforté par la décision politique de la Résistance d'adopter le portugais comme langue officielle du nouvel État, on ne saurait ignorer que de nombreux jeunes Timorais non seulement ne savent pas le portugais, mais pas même le tetum (la seule langue traditionnelle dotée d'une majorité relative) et parlent javanais. Par ailleurs, il faudra étudier soigneusement l'articulation entre la population et une élite plus métissée, plus créolisée et plus lusophone : des tensions sociales ne peuvent-elles pas aussi recouvrir des tensions identitaires ? Enfin, sur le plan psychopédagogique, le portugais officiel, s'il devait interdire l'alphabétisation en tetum ou d'autres langues traditionnelles là où elles sont les langues maternelles massives, serait un vecteur d'oppression culturelle, typique des paradigmes de modernisation autoritaire. On verra si les nationalistes timorais répéteront, ou éviteront les erreurs des nationalistes africains des anciennes colonies portugaises qui ont longtemps prôné le « tout portugais » en une vision technocratique et anti-ethnique de l'unification nationale.

Mais il ne fait aucun doute que la force du portugais a été au cours des vingt-cinq dernières et restera longtemps, à Timor, son *utilité sociale* dans le contexte politique régional, un facteur de « sécurité identitaire ». C'est aussi pourquoi les dirigeants timorais parlent d'une adhésion à la Convention de Lomé et aux pays ACP (Asie-Caraïbe-Pacifique), voire d'un lien organique de leur monnaie à l'escudo et donc très vite, via le trésor portugais, à l'euro¹², un « volontarisme géopolitique » apte à contrebalancer les deux encombrants voisins que sont l'Australie et l'Indonésie. De la langue à l'euro, il s'agit d'une seule et même question.

On le voit, qu'elle ait disparu (Goa), disparaisse (Macao), se maintienne fragilement à l'état de créole (Sri Lanka, Melaka, etc.) ou se renforce (Timor), la présence de la langue portugaise (ou des luso-créoles) en Asie ne relève pas principalement d'une problématique « linguistique », mais avant tout de celle des identités sociales.

L'empire virtuel

Ce dossier montre pourtant, par touches successives, à la fois la disproportion entre la petite taille des territoires (Goa n'a que 3 702 km², Macao couvre moins de 20 km², l'État de Malacca 1 650 km², Timor Loro Sae moins de 15 000 km² et Sri Lanka à peine 65 000 km²), et, dans la plupart des cas, la vitalité de leurs cultures spécifiques. La durée de celles-ci semble d'autant plus impressionnante que les pays de « rattachement » – la Chine,

12. C'est le choix fait par le gouvernement capverdien.

la Malaisie, l'Indonésie ou l'Inde – sont des géants, doués d'un énorme poids culturel, et d'un nationalisme ethnique souvent agressif.

Il serait pourtant faux de surestimer le facteur « héritage portugais » pour comprendre la vitalité des cultures luso-asiatiques. Il n'en est qu'une des composantes, même si dans certains territoires, comme à Timor, il semblerait avoir acquis une grande importance, en raison du rôle politique assumé par l'Église catholique.

Dans tous les cas, si existent de véritables lusophonies asiatiques, elles relèvent de la définition qu'a donné l'essayiste portugais Eduardo Lourenço de la lusophonie en général : une *aire spécifique d'intersection avec d'autres identités*, et en aucun cas une dilatation de lusitanité¹³.

Néanmoins, quelques études présentées dans ce dossier montrent qu'à Timor, comme à Malacca ou en Inde, le concept « d'héritage portugais » fait maintenant l'objet, à des degrés divers, d'une récupération identitaire et politique. Cette démarche peut être vue comme la fin du complexe colonial, en une tendance inverse à celle que nous avons évoquée plus haut à propos d'une pression « indo-anglophone » culpabilisante sur Goa. Elle se manifeste par la revendication d'un « patrimoine portugais », censée donner aux minorités chrétiennes une représentativité politique qui leur semble déniée dans leur pays. En Malaisie, comme en Inde, le pouvoir central demeure soucieux d'équilibrer les tensions inter-religieuses, n'hésitant pas à consacrer les particularismes culturels : le statut dérogatoire accordé par l'Inde à l'État de Jammu-et-Cachemire (à majorité musulmane) ou au Nagaland, fortement christianisé comme Goa, le prouvent.

Le processus d'appropriation – qui ne concerne que l'héritage portugais, excluant le néerlandais et l'anglais – sert aussi à des fins de reconstruction identitaire de groupes sociaux plus restreints. Les chrétiens du village de Mirpur, au Bengale, probablement de lointains descendants des mercenaires portugais qui ont essaimé dans la région au XVI^e siècle, se réclament d'une identité portugaise fantasmagorique, qui, associée au modèle européen, donc au développement, permet leur valorisation dans la société indienne locale, compensant ainsi la subordination de la communauté et le rejet qui frappe ses membres, considérés comme des *Backwards*. Prenant appui sur une mémoire endogène, centrée sur le groupe lui-même, la reconstruction identitaire de ce groupe dominé se fait apparemment selon le processus classique, celui de la mémorisation des épreuves et des traumatismes qui ont assuré la cohésion de la communauté. Mais la reconstruction requiert simultanément la production d'une mémoire mythique, imaginaire et conquérante, et une invention d'appartenance à l'empire portugais... Cette reconstruction identitaire serait à comparer avec celle de certains musulmans de Daman et Diu, anciens comptoirs portugais du Gujarat annexés à l'Union en 1961 (112 km², 101 000 hab.) qui se réclament d'un « héritage portugais », mais qui dans leur cas, ne coïncide même pas avec la pratique du christianisme.

On voit que, distinct de celui de lusophonie, le concept de *lusotopie* s'applique parfaitement à l'Asie anciennement portugaise. Sauf peut-être à Timor et dans les très petites communautés maintenant fortement un luso-créole, il n'y a guère de sens à parler de lusophonie quand la masse de la population ne parle ni ne sait le portugais. Mais l'héritage portugais y est

13. Il va de soi que l'on peut en dire autant de la francophonie, de l'anglophonie, etc.

partie intégrante de la genèse identitaire, via la religion¹⁴, les mythes, la formation sociale, les fêtes, de nombreuses traces dans la culture matérielle, la cuisine voire l'alcool... Il s'agit bien de *lusotopies*, de lieux, espaces et trajectoires identitaires produits par une multitude de facteurs, dont le facteur portugais. La lusotopie, cependant, ne crée pas de communauté – si jamais la lusophonie en crée¹⁵ : un Timorais ne ressent guère de points communs avec un Goanais, et il n'y a pas guère eu de mobilisation de solidarité à Goa lors des massacres des milices pro-indonésiennes consécutifs au référendum à Timor... Néanmoins, certaines références, *communes mais non partagées*, existent dans l'imaginaire. Il n'est donc pas impossible que ceci ait des effets politiques modestes à l'avenir, quand les troubles de la décolonisation seront noyés dans les brumes d'un passé lointain.

Asiatiques en lusophonies

Les migrations asiatiques font évidemment état d'autres dynamiques identitaires, nées ou reformulées au contact des cultures lusophones qui les ont accueillies (Mozambique, Portugal, Brésil...). De la confrontation de plusieurs éclairages, littéraires, historiques, géographiques ou anthropologiques, on retiendra surtout l'image de la flexibilité culturelle des émigrations. Un bon exemple est celui des hindous. Perçues comme stratifiées, en raison de la présence de la notion de caste, leur émigration fait preuve d'une grande capacité d'adaptation. Peut-être est-ce dû au fait que, de par une évolution récente, la caste renvoie actuellement plus à l'identification d'une communauté (au sens ethnique), vécue comme un groupe d'intérêt dans l'espace public, qu'à un système social figé, aux dimensions hiérarchiques et rituelles ?

On ne constatera sans doute pas un paradigme spécifique d'intégration (ou de communautarisation) des communautés asiatiques dans les pays lusophones, différent de celui des autres pays¹⁶. Premièrement parce que les pays « vraiment lusophones » (Portugal, Brésil), sont eux-mêmes très dissemblables. Deuxièmement – et c'est partiellement, mais seulement partiellement, contradictoire avec ce qui précède – parce que l'histoire de l'État dans l'aire de tradition politique portugaise (Afrique incluse) rapproche ces États des autres traditions « latines », ou « romaines » devrait-on dire, en raison du rôle historique du catholicisme dans la genèse d'un universalisme homogénéisant. Certes, le jacobinisme français n'est pas synonyme de la « fusion des trois races » brésiliennes, mais l'un et l'autre ont mythiquement pour objectif la disparition des identités distinctes. La nature « romaine » de ces États est sans doute aussi importante que leurs

14. ... qui n'est pas même toujours la catholique, comme on l'a vu avec les protestants de Mirpur ou les musulmans de Diu.

15. La lusophonie crée évidemment un sentiment communautaire relatif, devenant un facteur politique (comme l'a montré la création de la CPLP à Lisbonne en 1996, dont le nouvel État timorais sera membre). Cependant, aux États-Unis, on ne constate nulle solidarité entre les Brésiliens, les Portugais, les Goanais et les Capverdiens, par exemple. La langue (si tant est qu'elle est parlée) est une chose, le vécu social une autre.

16. ... à l'exception des communautés asiatiques qui étaient déjà lusophones et intégrées à la vie portugaise (cf. *supra* les élites goanaises les plus lusophones, émigrant au Portugal et y réussissant leur assimilation).

natures linguistiques (francophone, lusophone, etc.) dans le rapport aux immigrations.

* * *

En revanche, il ne fait aucun doute que, tributaires de mémoires reconstruites, plurielles, ou éclatées, ces immigrations asiatiques dessinent une nouvelle géographie culturelle dans la lusophonie, dont devra désormais tenir compte toute recherche.

Décembre 2000

**Michel CAHEN, Déjanirah COUTO, Peter Ronald DESOUZA,
Louis MARROU, Alito SIQUEIRA**

La publication du dossier
« Lusophonies asiatiques,
Asiatiques en lusophonies »,
ainsi que la tenue des Troisièmes Journées
d'études de *Lusotopie* n'auraient pas été
possibles sans les concours de...

Association des chercheurs de la revue *Lusotopie*, Paris
et Bordeaux — Centre d'étude d'Afrique noire,
Bordeaux — Comissão nacional para as
Comemorações dos Descobrimentos portugueses,
Lisbonne — École pratique des hautes études,
IV^e section, Paris — Fondation nationale des Sciences
politiques, Paris — Fundação Calouste Gulbenkian,
Lisbonne — Fundação Oriente, Lisbonne et Goa —
Goa University, Departments of Political Studies and
Sociology, Goa — Institut de recherche pour le
développement, Paris — Instituto Camões, Lisbonne
— Instituto da Cooperação científica e cooperação
internacional-ICCTI, Lisbonne — Instituto da
Cooperação portuguesa, Lisbonne — Maison des pays
ibériques, Bordeaux — Programme Inde/Maison des
sciences de l'homme, Paris

Que ces institutions, fondations et
associations en soient remerciées

M. CAHEN, D. COUTO, P.R. DESOUZA, L. MARROU, A. SIQUEIRA, *Lusotopie* : 137-158